



DB-00106
777983
Eco So His

Code épreuve : 269

Nombre de pages : 8

Session : 2020

Épreuve de : Eco., Socio. et histoire ESSEC.

Consignes

- Remplir soigneusement l'en-tête de chaque feuille avant de commencer à composer
- Rédiger avec un stylo non effaçable bleu ou noir
- Ne rien écrire dans les marges (gauche et droite)
- Numéroté chaque page (cadre en bas à droite)
- Placer les feuilles A3 ouvertes, dans le même sens et dans l'ordre

L'Italie, ses déficits et ses inégalités sociales et géographiques, permet de se rassurer tandis que le Danemark et son dynamisme social et économique n'est qu'une source d'estime de soi. Ainsi peut-on naturellement comparer les modèles sociaux européens à celui de la France. Celui-ci est considéré par certains comme un modèle à l'équilibre, seulement affaibli par des chocs extérieurs ou par des réformes mal-imposées. Pour d'autres, il est la cause même du manque de croissance en France et du chômage de masse.

L'expression « modèle social » englobe de nombreuses dimensions de l'économie : le système d'imposition et de répartition, les systèmes de protection sociale mais aussi l'organisation du marché du travail. La multiplicité des déterminants d'un modèle social fait que celui-ci est unique. La vitalité d'un modèle social vient de son aptitude à se financer correctement, à prévenir des risques de chômage de masse et aussi à se renouveler, à rester dans la course, c'est-à-dire sa capacité d'offrir des réponses efficaces aux nouvelles problématiques sociales. Ainsi, est-il juste de dire que le modèle social français est à bout de souffle ?

Le modèle social français souffre-t-il seulement d'une conjoncture défavorable ou bien est-il fondamentalement inefficace ? Est-il dorénavant voué au déclin ?

S'il semble d'abord être un modèle plutôt équilibré et frappé par des chocs conjoncturels, il apparaît néanmoins structurellement inefficace et inadapté au nouveau modèle de croissance. Enfin c'est surtout

un modèle qui peine à se renouveler.

*

*

*

En premier lieu, le modèle social français semble remplir effectivement de nombreuses fonctions et ses manquements peuvent être en partie expliqués par des causes extérieures.

Le modèle de sécurité sociale d'abord, fondement du modèle social français, semble être suffisamment efficace pour pallier les différents risques. C'est un système à dominante assurantielle, c'est-à-dire qu'il est financé par des cotisations qui donnent le droit d'accéder à des soins ou des indemnités. Ce système s'est doté de mécanismes assistanciers, comme la Couverture Médicale Universelle (CMU) qui permet de prévenir des risques de maladie les ménages les plus pauvres. C'est une protection sociale efficace dans la mesure où la France consacre deux fois moins de ressources dans la santé que les États-Unis qui ont un système de santé centré sur les mutuelles. Le système de protection sociale français peut être néanmoins critiqué pour son manque de réactivité face à l'apparition de nouveaux risques. Par exemple le risque de dépendance qui touche les personnes âgées en difficulté n'est pas encore pleinement assuré par la Sécurité Sociale. Enfin, les difficultés fonctionnelles de la protection sociale peut d'abord s'expliquer par la mise en place de politiques de rationalisation des coûts, de baisse de la dette de la Sécurité Sociale. Ainsi elle ne semble pas si première vue être fondamentalement inefficace.

De même, le mode d'imposition et de répartition français semble remplir ses objectifs de redistribution et ses limites peuvent être attribuées à la concurrence fiscale ou à la fraude. En effet, le modèle fiscal français repose sur la volonté de redistribuer les revenus primaires une première fois grâce à des impôts progressifs et puis une seconde fois grâce à des revenus de transfert. De cette

manière, le coefficient de Gini, qui mesure la différence entre une répartition égalitaire des revenus et ~~une~~ la répartition observée diminue de moitié en France avant et après les transferts sociaux. Et la France a un taux de pauvreté de 14% inférieur ~~à~~ ^{à celui des} États-Unis de 16%. Le problème de ce système fiscal est le financement, qui est insuffisant et qui provoque des déficits, supérieurs à la norme européenne depuis 2008. Certains expliquent cette limite par la fuite provoquée par la fraude fiscale et par la concurrence fiscale. A. Bénassy-Quéré décrit cette concurrence fiscale nuisible dans son Triangle des incompatibilités des politiques budgétaires de la zone euro; il y a une forte hétérogénéité des politiques fiscales en Europe, ce qui, cumulé avec la liberté de circulation des capitaux, entraîne une grande concurrence fiscale, les entreprises cherchant les taux d'imposition les plus faibles. Elle prend l'exemple de l'Islande, qui pratique un taux d'impôt sur les sociétés (IS) de 12,5% inférieur de moitié à l'IS français. De même, l'évasion ou la fraude fiscale coûtent, selon les estimations, plus de 100 milliard d'euros par an, ce qui peut en partie expliquer le déficit du modèle social français.

Le marché du travail tel qu'il existe dans le modèle social français peut aussi, dans un premier temps, être efficace et remplir ses objectifs de protection et de stabilisation mais il est également mis en échec sur d'autres plans, ce qui peut être partiellement expliqué par des causes exogènes. Le marché du travail français repose sur l'idée d'une protection des salariés et d'une indemnisation des chômeurs. Il permet de garantir un revenu minimum sur le marché du travail, avec le SMIG mis en place en 1950 et remplacé par le SMIC en 1970 qui assure un revenu à tous les salariés sur le territoire français. De plus les salariés cotisent pour des allocations chômage, maladie ou accident du travail qui leur permet de surmonter aux risques sociaux. Ce système a pour avantage de créer une résilience du marché du travail face aux crises. La forte ~~protection~~ ^{protection} du salariat limite les licenciements tandis que les allocations-chômage par exemple jouent le rôle de stabilisateurs automatiques. Ainsi en 2008, au plus fort de la crise des subprimes, le PIB français ne déviate que de 3%, contrairement à d'autres pays dont le modèle social est moins protecteur. Néanmoins, cette résistance à la crise permise par le modèle social français et en particulier son marché du travail seule

également être une résistance à la reprise, laissant produire des phénomènes comme le chômage de masse. Le modèle social français ne serait donc capable que de faire des crises en U allongé, loin des crises en V en Allemagne ou aux États-Unis.

On voit apparaître, dans les difficultés que peut rencontrer le modèle social français, au delà des simples thèses conjoncturelles, une structure fondamentalement inadaptée aux nouveaux enjeux sociaux.

*

*

*

Le modèle social français apparaît donc davantage souffrir de limites structurelles; des impacts désincitatifs à la dualité de son marché du travail, en passant par la triple crise de son État-Providence.

La Sécurité Sociale d'abord est remise en cause sur le plan théorique par l'allocation optimale du marché et sur le plan empirique avec les phénomènes de vieillissement démographique, de chômage de masse ou de remontée des inégalités, auxquels elle n'est pas adaptée. Rosamballon dans La crise de l'État-Providence résume ainsi la triple crise de l'État-Providence: c'est une crise de financement d'abord avec une augmentation du nombre de bénéficiaires d'allocation et une baisse du nombre de cotisants, avec le vieillissement de la population et le chômage, ensuite c'est une crise d'efficacité, du fait de la remontée des inégalités et enfin c'est une crise de légitimité; le modèle social français repose sur une forte intervention de l'État par le biais de la Sécurité Sociale, or cette intervention semble moins efficace que le marché, considéré comme efficace. De là vient le renforcement du poids des systèmes d'assurance privés, qui permettent de couvrir plus de risques, qui sont en concurrence donc moins coûteux que le système d'assurance public. Ainsi cet aspect du modèle social français semble essouffé et arrêté à être repensé.

Le système d'imposition et de répartition est aussi structurellement remis en cause. En effet, au delà de sa volonté de répartition juste, l'impôt à la française est accusé d'être inefficace et désincitatif. Par exemple Laffer dans "Trop d'impôt tue l'impôt" explique qu'un niveau d'imposition trop élevé ou trop progressif peut être contre-productif et même réduire la même recette. En effet, à partir d'un certain seuil, les agents économiques font de l'évasion fiscale

Code épreuve : 269

Nombre de pages : 8

Session : 2020

Épreuve de : Eco., Socio., et histoire ESSEF.

Consignes

- Remplir soigneusement l'en-tête de chaque feuille avant de commencer à composer
- Rédiger avec un stylo non effaçable bleu ou noir
- Ne rien écrire dans les marges (gauche et droite)
- Numéroté chaque page (cadre en bas à droite)
- Placer les feuilles A3 ouvertes, dans le même sens et dans l'ordre

ou font de la substitution travail loisir, car produite plus les amènent à payer encore plus d'impôt. De plus, l'impôt en soi est désincitatif car il crée un prix supérieur au prix d'équilibre de marché. C'est par exemple le cas de la TVA en France qui représente près de la moitié des recettes budgétaires. Et encore, quand l'Etat prend en compte les imitations, en créant par exemple des niches fiscales, l'efficacité n'est pas toujours atteinte. 50% des plus de 240 niches fiscales en France étant imitées selon un rapport de la Cour des comptes en 2017. Ainsi c'est l'essence du système qui apparaît problématique et non seulement des problèmes de fraude ou de concurrence fiscale.

Enfin, les objectifs de protection du marché du travail semblent être trop bien remplis et apparaissent comme une limite, au dynamisme économique et à l'objectif de justice sociale dont il souhaitait. En effet, la forte protection de l'emploi par ceux qui travaillent peut nuire à l'embauche des chômeurs. C'est la thèse de Lindbeck et Snower dans The insider outsider theory of employment and unemployment qui montrent la dualité du marché du travail entre les insiders, très qualifiés et en emploi, et les outsiders, au chômage et dont les qualifications sont de moins en moins adaptées au marché du travail. On retrouve cette logique de manière très accentuée en France, avec des rigidités sur le marché du travail qui freinent l'embauche d'outsiders peu qualifiés. De plus, P. d'Iribarne dans La logique de l'honneur insiste sur l'idée que le modèle social français est très enraciné dans une logique corporatiste. Entendons les plus de 40 régimes dérogatoires de retraites par profession.

Cet encastrement limite les possibilités de mobilité sur le marché du travail. Alors le système social français renforce les rigidités du marché du travail, ce qui peut expliquer un taux de chômage élevé, supérieur à 8% depuis au moins 5 ans.

Alors, la rigidité et l'encastrement du modèle social français, permet peut-être de penser que là où il apparaît à bout de souffle, c'est dans son incapacité à se remettre, à s'adapter.

*

*

*

Face à la mondialisation, le contexte de renouvellement technologique ou la remontée des inégalités, le modèle social français tente plus ou moins faiblement de se remettre.

La réforme de la sécurité sociale semble d'abord être la plus avancée, et elle permet plus ou moins bien de dépasser sa crise. Dès 1986, face à l'apparition de nouvelles inégalités, avec le RMI, le modèle social français essaie de pollier aux nouveaux risques, avec de nouveaux moyens. La logique assistancielle, avec un financement par l'impôt et une couverture universelle complète la logique assurantielle. Le RSA améliore le RMI en 2009, permettant une reprise de l'emploi aidée, tandis que la CSG, impôt qui finance la sécurité sociale, vient soutenir les cotisations. La difficulté apparaît quand il s'agit que de remettre en cause la logique de l'honneur et de simplifier le modèle. Par exemple, la mise en place d'un système de retraite universel à points, permet tant de simplifier les changements de carrière et de limiter les petites retraites, ne dispose pas encore de la coalition minimale (Rivar) pour se mettre en place.

Quant à une réforme du système fiscal français, elle semble dictée par la nécessité, au-delà du risque de déstabilisation, de s'adapter au contexte de renouvellement technologique. Néanmoins, cette réforme du modèle social français s'oppose à une certaine résistance, venant de la faible tolérance des inégalités en France. Aglion,

Cette et Cohen dans Changer de modèle proposent une nouvelle possibilité à la française, permettant d'obtenir les investissements avec la suppression de l'ISF et d'entrer dans une logique de développement durable avec une taxe unique. Or cette révolution fiscale s'est confrontée à une fronde en novembre 2018, qui n'a pas permis de renouveler complètement cet aspect du modèle social français. Par là, ce modèle social montre son incapacité de réaliser sa volonté de s'adapter aux nouveaux contextes, de renouvellement technologique ou de mondialisation.

Face à la nécessité de plus forte compétitivité du marché du travail français dans la mondialisation, le modèle social français semble se tourner vers un système de welfare. Inspiré du modèle danois de flexi-sécurité ou du Polder model hollandais, le welfare à la française représenterait sur une facilitation des licenciements en échange d'allocations chômage élargies et dégressives et de droits à la formation. Ce système permettrait d'avoir une main-d'œuvre dont les compétences sont en adéquation avec celles du marché, de garantir une mobilité des facteurs de production et surtout d'avoir un taux d'emploi le plus élevé possible afin de financer le système. Ce modèle a commencé à se mettre en place, à travers la loi Travail de 2016 qui crée les droits à la formation ou bien avec la loi Travail de 2017 qui rend dégressives les allocations chômage pour les hauts salaires. Néanmoins, cette évolution du modèle social français rencontre également des résistances.

Algan et Cahuc dans La fabrique de la défiance expliquent que la société française est caractérisée par un manque de confiance et de coopération, notamment à cause du système socialiste. Or un système de flexi-sécurité repose sur une très forte coopération entre les agents économiques. De plus, un tel système nécessite une éducation performante, adaptée aux enjeux technologiques. Or Aghion et Cohen dans le Rapport du CAE en 2004, intitulé Éducation et croissance, ils expliquent que le système socialiste français n'est pas adapté au à l'économie française à la frontière technologique. En effet, l'investissement socialiste ne se concentre pas assez sur les doctorats et l'enseignement supérieur en général. Ainsi le marché du travail est le sous-ensemble du modèle social français qui prime le plus à se réformer, et qui laisse le plus l'impression que

le modèle français s'essouffle à se renouveler.

*

*

*

En fine, le modèle social français est structurellement inadapte à la nouvelle croissance, il dispose de nombreuses limites mais aussi d'atouts et d'avantages qui font de lui encore un modèle enviable s'il est réformé. Or c'est dans cette optique que le modèle social français semble le plus épuisé, mais pas condamné. Enfin dans chaque crise ou remise en cause se trouvent les germes du renouveau, si le modèle français semble aujourd'hui par certains aspects affaibli, peut-être retrouvera-t-il sa vigueur dans un modèle social européen.